

Toluwa Olusegun

"Les hommes ont toujours intimidé les femmes. Mais maintenant, nous voulons leur dire que là où il n'y a pas de femme, rien ne peut se faire avec succès", a déclaré à IPS, Adebimpe Akinsola, qui cherche à être élue à la 'Lagos State House of Assembly' (Assemblée de l'Etat de Lagos).

Akinsola dit que la plupart des politiciens influencent les électeurs avec de l'argent. Elle a affirmé que pendant sa campagne, les électeurs lui ont aussi demandé de l'argent. "Mais je leur dis: si vous prenez l'argent, vous êtes en train de vendre votre voix et votre conscience aux gens que vous ne pouvez pas tenir pour responsables s'ils ne donnent pas de bons résultats".

Sa promesse à l'électorat, c'est de rapprocher le gouvernement du peuple, si elle gagne un siège à l'assemblée de l'Etat. Akinsola dit que les femmes ont eu peur de la vie politique à cause de la croyance selon laquelle une femme en politique n'est pas responsable et ne peut pas s'occuper de son foyer. Mais elle estime qu'à travers le plaidoyer et ou la prise de conscience, davantage d'hommes et de femmes intègres se lancent maintenant dans la politique au Nigeria.

"Nous avons besoin de ces personnes pour pouvoir mieux fournir le dividende de la démocratie au peuple au lieu de laisser la politique aux mains des charlatans et des voyous".

Il y a 88 femmes candidates pour des sièges au Sénat du Nigeria et 218 en lice pour une place dans la Chambre des représentants. Cinq femmes seront candidates pour le poste de gouverneur dans divers Etats le 26 avril, et beaucoup d'hommes candidats au poste de gouverneur ont des femmes comme concurrentes.

Au total 495 femmes espèrent être élues à l'Assemblée du 36ème Etat.

Les statistiques montrent une diminution dans la réussite des femmes depuis que le Nigeria est retourné au régime démocratique en 1999. Seulement 631 femmes avaient relevé le défi des primaires de leur parti pour disputer les quelque 1.900 postes dans les élections de 1999. Environ 181 avaient effectivement obtenu un poste.

Au cours des élections de 2007, 660 femmes avaient réussi dans les primaires de leur parti, mais seulement 93 avaient gagné un poste au plan national.

Après les élections de 2007, Patricia Olubunmi Etteh a été nommée présidente de la Chambre, la plus haute fonction politique occupée par une femme au Nigeria.

Soutenir les femmes candidates

Chibogu Obinwa de l'organisation non gouvernementale 'Baobab for Women Human Rights' (Baobab pour les droits humains des femmes), basée à Lagos, a déclaré: "Nous venons de loin et les femmes activistes ont au fil des années plaidé en faveur de l'augmentation du nombre de femmes dans les postes de prise de décision, que ce soit par élection ou par nomination. Nous croyons que les hommes et les femmes devraient avoir des chances égales ainsi qu'un accès équitable à ces opportunités".

Mais, se référant aux engagements pris au cours de la Conférence mondiale de 1995 sur Les femmes, à Beijing, Obinwa affirme que la représentation globale des femmes en politique reste triste. "Nous n'avons même pas approché les 35 pour cent de discrimination positive de

l'action de Beijing que le Nigeria a approuvée".

Les femmes nigérianes qui se présentent pour des postes sont confrontées à plusieurs obstacles, comprenant un manque de fonds pour mener une campagne efficace, la discrimination au sein du parti, de faibles niveaux d'éducation et un tas de barrières culturelles et religieuses.

"La société est patriarcale et croit en la subordination des femmes dans tous les aspects de la vie, y compris la scène politique", souligne Obinwa. "Certaines des raisons pourraient être aussi dans la façon dont nous interprétons la religion et la culture. Les femmes sont considérées comme des citoyens de seconde classe, le tout culminant dans la façon dont les femmes ont été représentées en politique au cours des années".

Bien que la constitution de 1999 du Nigeria protège les droits des femmes, les femmes constatent souvent que dans la pratique, cette garantie est secondaire aux lois traditionnelles et religieuses dominantes. Les femmes qui recherchent une fonction publique sont aussi confrontées à la discrimination et à la résistance au sein des partis politiques.

Obinwa estime que le plaidoyer peut aider davantage de femmes à réussir en politique: "Des activistes sont maintenant sur le terrain en train de sensibiliser et plaider pour un changement, et nous espérons que cela s'améliorera".

Dans le cadre des efforts visant à former les femmes candidates à Lagos, 'Baobab pour les droits humains des femmes' a récemment organisé un forum avec quelques femmes candidates – le taux de participation était faible, malheureusement, avec des candidates occupées à faire campagne.

Selon Obinwa, les femmes qui ont effectivement participé ont confirmé que bon nombre de celles qui sont vraiment engagées à changer leurs communautés ont été marginalisées dès les premiers stades du processus électoral.

Abimbola Adeyeye, une autre femme candidate active en politique depuis 1993, croit, comme Obinwa, que les choses s'amélioreront pour les femmes.

"Je crois que plus de femmes seront élues aux différents postes au cours de cette élection, et j'invite les femmes à sortir massivement et à voter pour les femmes candidates afin que nous puissions vous fournir le dividende de la démocratie à la base", a déclaré Adeyeye.

Le nouveau calendrier électoral a vu le vote pour l'Assemblée nationale le 9 avril, avec les élections présidentielles une semaine plus tard. Les élections décalées se termineront avec le vote pour les gouverneurs et les législateurs des Etats le 26 avril.